

UTILISATION DU DOCUMENT

A. L'actionnaire désire assister personnellement à l'Assemblée. Dans ce cas, il doit, au recto du document, cocher la case A puis dater et signer au bas du formulaire.

B. A défaut, l'actionnaire peut utiliser le formulaire de vote *. Dans ce cas il doit, au recto du document, cocher la case B et choisir l'une des trois possibilités :

* Voter par correspondance (cocher la case appropriée, puis dater et signer au bas du formulaire) * Donner pouvoir au Président de l'Assemblée Générale (dater et signer au bas du formulaire sans remplir) * Donner pouvoir à une personne dénommée (cocher et compléter la case appropriée, puis dater et signer au bas du formulaire).

QUELLE QUE SOIT L'OPTION CHOISIE LA SIGNATURE DE L'ACTIONNAIRE EST INDISPENSABLE

(1) Le signataire est prié d'inscrire très exactement, dans la zone réservée à cet effet, ses nom (en majuscules d'imprimerie), prénom usuel et adresse ; si ces indications figurent déjà sur le formulaire, il est demandé au signataire de les vérifier et, éventuellement, de les rectifier. Pour les personnes morales, indiquer les nom, prénom et qualité du signataire. Si le signataire n'est pas lui-même un actionnaire (exemple : Administrateur légal, Tuteur, Intermédiaire Inscrit, etc.) il doit mentionner ses nom, prénom (ou dénomination sociale) et la qualité en laquelle il signe le formulaire de vote. Le formulaire adressé pour une Assemblée vaut pour les autres Assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour (R. 225-77 al. 3 du Code de commerce).

VOTE PAR CORRESPONDANCE

(3) Article L 225-107 du Code de Commerce :

*1 - Tout actionnaire peut voter par correspondance, au moyen d'un formulaire dont les mentions sont fixées par décret (...). Les dispositions contraires des statuts sont réputées non écrites.

Pour le calcul du quorum, il n'est tenu compte que des formulaires qui ont été reçus par la Société avant la réunion de l'Assemblée, dans les conditions de délais fixés par décret (...). Les formulaires ne donnant aucun sens de vote ou exprimant une abstention sont considérés comme des votes négatifs.

II - Si les statuts le prévoient, sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les actionnaires qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification et dont la nature et les conditions d'application sont déterminées par décret en Conseil d'État.*

*2 - Si vous désirez voter par correspondance, vous devez obligatoirement cocher la case JE VOTE PAR CORRESPONDANCE au recto. Dans ce cas, il vous est demandé :

• **Pour les projets de résolutions proposés ou agréés par le Conseil d'Administration ou le Directoire ou la Gérance :**

- soit de voter "oui" pour l'ensemble des résolutions en ne noircissant aucune case.

- soit de voter "non" ou de vous "abstenir" (ce qui équivaut à voter "non") sur certaines ou sur toutes les résolutions en noircissant individuellement les cases correspondantes.

• **Pour les projets de résolutions non agréés par le Conseil d'Administration ou le Directoire ou la Gérance :**

- de voter résolution par résolution en noircissant la case correspondant à votre choix.

En outre, pour le cas où des amendements aux résolutions présentées ou des résolutions nouvelles seraient déposées lors de l'assemblée, il vous est demandé d'opter entre 3 solutions (pouvoir au Président de l'Assemblée Générale, abstention ou pouvoir à personne dénommée), en noircissant la case correspondante à votre choix.

POUVOIR AU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE OU POUVOIR A UNE PERSONNE DENOMMÉE

(2) Article L 225-106 du Code de Commerce :

«Un actionnaire peut se faire représenter par un autre actionnaire ou par son conjoint.

Tout actionnaire peut recevoir les pouvoirs émis par d'autres actionnaires en vue d'être représentés à une Assemblée, sans autres limites que celles résultant des dispositions légales ou statutaires fixant le nombre maximal des voix dont peut disposer une même personne, tant en son nom personnel que comme mandataire. Avant chaque réunion de l'Assemblée générale des actionnaires, le Président du conseil d'administration ou le Directoire, selon le cas, peut organiser la consultation des actionnaires mentionnés à l'article L 225-102 du Code de Commerce afin de leur permettre de désigner un ou plusieurs mandataires pour les représenter à l'Assemblée générale conformément aux dispositions du présent article. Cette consultation est obligatoire lorsque, les statuts ayant été modifiés en application de l'article L 225-23 ou de l'article L 225-71 (du Code de Commerce), l'Assemblée générale ordinaire doit nommer au Conseil d'Administration ou au Conseil de surveillance, selon le cas, un ou des salariés actionnaires ou membres des Conseils de surveillance des fonds communs de placement d'entreprise détenant des actions de la société; cette consultation est également obligatoire lorsque l'assemblée générale extraordinaire doit se prononcer sur une modification des statuts en application de l'article L.225-23 ou de l'article L.225-71. Les clauses contraires aux dispositions des alinéas précédents sont réputées non écrites.

Pour toute procuration d'un actionnaire sans indication de mandataire, le Président de l'Assemblée générale émet un vote favorable à l'adoption de projets de résolutions présentés ou agréés par le Conseil d'Administration ou le Directoire, selon le cas, et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolutions. Pour émettre tout autre vote, l'actionnaire doit faire choix d'un mandataire qui accepte de voter dans le sens indiqué par le mandant.»

Article L. 228-1 du Code du Commerce (7^e et 8^e alinéas) : «Toutefois, lorsque des titres de capital de la société ont été admis aux négociations sur un marché réglementé et que leur propriétaire n'a pas son domicile sur le territoire français, au sens de l'article 102 du Code civil, tout intermédiaire peut être inscrit pour le compte de ce propriétaire. Cette inscription peut être faite sous la forme d'un compte collectif ou en plusieurs comptes individuels correspondant chacun à un propriétaire. L'intermédiaire inscrit est tenu, au moment de l'ouverture de son compte auprès soit de la société émettrice, soit de l'intermédiaire financier habilité teneur de compte, de déclarer, dans les conditions fixées par décret, sa qualité d'intermédiaire détenant des titres pour le compte d'autrui.»

Article L. 225-107-1 du Code du Commerce : «Les propriétaires de titres mentionnés au septième alinéa de l'article L. 228-1 peuvent se faire représenter dans les conditions prévues audit article par un intermédiaire inscrit.»

* Le texte des résolutions figure dans le dossier de convocation joint au présent formulaire (R. 225-81 2^e du Code de commerce). Ne pas utiliser à la fois : "JE VOTE PAR CORRESPONDANCE" et "JE DONNE POUVOIR A" (R. 225-81 8^e du Code de commerce). [La langue française fait foi.](#)

NB : Si les informations contenues sur le présent formulaire sont utilisées pour un fichier nominatif informatisé, elles sont soumises aux prescriptions de la Loi 78-17 du 6 janvier 1978, notamment en ce qui concerne le droit d'accès et de rectification pouvant être exercé par l'intéressé.

UTILIZZO DEL DOCUMENTO

A. L'azionista desidera assistere personalmente all'Assemblea. In tal caso, deve barrare la casella A, sul lato anteriore del documento, quindi inserire la data e firmare in fondo al bollettino.

B. In caso contrario, l'azionista può usare il bollettino di voto*. In tal caso, deve barrare la casella B, sul lato anteriore del documento, quindi scegliere una delle tre possibilità:

*2 - Conferire mandato al Presidente dell'Assemblea Generale (inserire la data e firmare in fondo al bollettino senza compilare) *2 - Conferire mandato a una persona denominata (barrare e completare la casella appropriata quindi inserire la data e firmare in fondo al bollettino).

LA PRESCINDERE DALL'OPZIONE SCELTA È INDISPENSIBILE LA FIRMA DELL'AZIONISTA

(1) Si prega il firmatario di scrivere con la massima precisione, nello spazio apposito, il cognome (in stampatello), il nome abituale e l'indirizzo; se queste informazioni sono già indicate nel bollettino, si prega di verificarle e eventualmente di correggerle. Per le persone giuridiche, indicare cognomi, nomi e qualità del firmatario. Se il firmatario non è personalmente un azionista (esempio: Amministratore legale, Tutore, Intermmediario iscritto, ecc.) è tenuto a precisare il cognome, il nome (o la ragione sociale) e in quale qualità firma il bollettino di voto. Il bollettino inviato per un'Assemblea è valido per le Assemblee convocate successivamente con lo stesso ordine del giorno (R. 225-77 comma 3 del Codice di Commercio).

VOTO PER CORRISPONDENZA

(3) Articolo L 225-107 del Codice di Commercio:

*1 - Ogni azionista può votare per corrispondenza, utilizzando un bollettino le cui diciture sono stabilite per decreto. Le disposizioni contrarie dello statuto sono considerate non scritte.

Per il calcolo del quorum, si terrà conto solo dei bollettini pervenuti alla Società prima della riunione dell'Assemblea, entro i termini fissati per decreto. I bollettini da cui non risulti espressione di voto o che esprimano un'astensione sono considerati voti contrari.

II - Se previsto dallo statuto, si considerano presenti ai fini del calcolo del quorum e della maggioranza gli azionisti che partecipano all'assemblea attraverso video-conferenza o mezzi di telecomunicazione che ne consentano l'identificazione e la cui natura e condizioni di applicazione siano stabiliti per decreto in Consiglio di Stato.*

*2 - Se intendete votare per corrispondenza, dovete necessariamente barrare la casella VOTO PER CORRISPONDENZA sul lato anteriore del bollettino.

In tal caso, vi si chiede:

• **Per le bozze di delibere proposte o accolte dal Consiglio di Amministrazione o dal Comitato di Direzione o dall'Organo di Gestione:**

- o di votare "sì" a tutte le delibere non annerendo nessuna casella.

- o di votare "no" o di "astenersi" (il che equivale a votare "no") per alcune delibere o per tutte annerendo le singole caselle corrispondenti.

• **Per le bozze di delibere non accolte dal Consiglio di Amministrazione o dal Comitato di Direzione o dall'Organo di Gestione:**

- di votare singolarmente ogni delibera annerendo la casella corrispondente alla vostra scelta.

Inoltre, qualora fossero presentati in assemblea emendamenti o nuove delibere, vi si chiede di optare fra 3 soluzioni (mandato al Presidente dell'Assemblea Generale, astensione o mandato a persona denominata), annerendo la casella corrispondente alla vostra scelta.

MANDATO AL PRESIDENTE DELL'ASSEMBLEA GENERALE O MANDATO A PERSONA DENOMINATA

(2) Articolo L 225-106 del Codice di Commercio:

«Un azionista può farsi rappresentare da un altro azionista o dal coniuge. Ogni azionista può ricevere mandato da parte di altri azionisti per farsi rappresentare a un'Assemblea, con i soli limiti imposti dalle disposizioni legali o statutarie che fissano il numero massimo di voti di cui può disporre una persona, sia in nome proprio che come mandatario. Prima di ogni riunione dell'Assemblea Generale degli azionisti, il Presidente del Consiglio di Amministrazione o il Comitato di Direzione, a seconda del caso, possono organizzare la consultazione degli azionisti precisati all'articolo L 225-102 del Codice di Commercio al fine di consentire loro di nominare uno o più mandatari che li rappresentino all'Assemblea Generale in conformità con il disposto del presente articolo. Tale consultazione è obbligatoria qualora, essendo intervenuta una modifica dello statuto in applicazione dell'articolo L 225-23 o dell'articolo L 225-71 del Codice di Commercio, l'Assemblea Generale Ordinaria debba nominare nel Consiglio di Amministrazione o nel Consiglio di Vigilanza, a seconda del caso, uno o più dipendenti azionisti o membri dei Consigli di Vigilanza dei fondi comuni di investimento aziendale che detengono azioni della società; tale consultazione è obbligatoria anche quando l'Assemblea Generale Straordinaria deve pronunciarsi su una modifica dello statuto in applicazione dell'articolo L.225-23 o dell'articolo L.225-71. Le clausole contrarie alle disposizioni del comma precedenti sono considerate non scritte. .

Per i mandati di azionisti privi dell'indicazione del mandatario, il Presidente dell'Assemblea Generale emette un voto favorevole all'adozione di bozze di delibere presentate o accolte dal Consiglio di Amministrazione o dal Comitato di Direzione, a seconda del caso, e un voto contrario all'adozione di tutte le altre bozze di delibera. Per emettere altri voti, l'azionista deve scegliere un mandatario che accetti di votare nel senso indicato dal mandante.»

Articolo L. 228-1 del Codice di Commercio (7^e e 8^e comma): «Tuttavia, nel caso in cui dei titoli di capitale della società siano stati ammessi alle negoziazioni su un mercato regolamentato e il loro proprietario non sia domiciliato in territorio francese, ai sensi dell'articolo 102 del Codice civile, qualsiasi intermediario può essere iscritto per conto di tale proprietario. Questa iscrizione può essere fatta sotto forma di conto collettivo o in più conti individuali corrispondenti ciascuno a un proprietario. L'intermediario iscritto è tenuto, all'apertura del conto presso la società emittitrice o presso l'intermediario finanziario autorizzato responsabile del conto, a dichiarare, nelle condizioni fissate per decreto nel articolo L. 211-3 del Codice di Commercio, la sua qualità di intermediario che detiene titoli per conto di altri.»

Articolo L. 225-107-1 del Codice di Commercio: «I proprietari di titoli indicati al settimo comma dell'articolo L. 228-1 possono farsi rappresentare nelle condizioni previste al suddetto articolo da un intermediario iscritto.»

* Il testo delle delibere è riportato nel dossier di convocazione allegato al presente bollettino (R. 225-81 2^e del Codice di Commercio). Non usare contemporaneamente: "VOTO PER CORRISPONDENZA" e "CONFERISCO MANDATO A" (R. 225-81 8^e del Codice di Commercio). Fa fede la lingua francese..

NB: Se le informazioni fornite nel presente bollettino sono utilizzate per un archivio nominativo in forma informatica, sono soggette alle prescrizioni della Legge 78-17 del 6 gennaio 1978, in particolare per quanto riguarda il diritto di accesso e di rettifica da parte dell'interessato.